



HAL
open science

Les analyses contradictoires sur la situation de l'économie russe avant la crise de septembre 1998

Liliane Bensahel, Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Liliane Bensahel, Jacques Fontanel. Les analyses contradictoires sur la situation de l'économie russe avant la crise de septembre 1998. Cahiers de l'Espace Europe, 1999, 13. hal-03154262

HAL Id: hal-03154262

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03154262v1>

Submitted on 27 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les analyses contradictoires sur la situation de l'économie russe avant la crise de septembre 1998

Liliane Bensahel, Jacques Fontanel,

Cahiers de l'Espace Europe, n°13

Mai 1999

Résumé : La transition économique de la Russie, avant même la crise financière de 1998, a fait l'objet de nombreuses analyses contradictoires entre ceux qui poussaient à l'effort accru de libéralisation de l'économie nationale, et ceux qui insistaient sur l'importance de l'endettement, la fragilité du système bancaire et les dangers de la spéculation internationale. Les optimistes libéraux revendiquaient la stratégie de la « thérapie de choc », l'essor prioritaire du secteur privé dans le cadre de la politique soutenue par le FMI, les structuralistes insistaient sur la profondeur et la durée de la récession, du fait de choix publics inadaptés et d'effets d'inertie institutionnels et comportementaux, et les contestataires qui insistaient sur une évolution soucieuse de la spécificité de l'économie soviétique, des risques démocratiques de l'évolution immédiate, des problèmes financiers irrésolus et de l'échec de la stratégie du FMI. La crise économique de la Russie n'est pas une bonne nouvelle pour le monde.

Russia's economic transition, even before the 1998 financial crisis, has been the subject of many contradictory analyses between those who pushed for increased efforts to liberalise the national economy, and those who insisted on the importance of debt, the fragility of the banking system and the dangers of international speculation. The liberal optimists claimed the strategy of "shock therapy", the priority development of the private sector under IMF-supported policy, the structuralists insisted on the depth and duration of the recession, due to inappropriate public choices and institutional and behavioural inertia, and the protesters insisted on a development that was mindful of the specificity of the Soviet economy, the democratic risks of the immediate development, the unresolved financial problems and the failure of the IMF's strategy . Russia's economic crisis is not good news for the world.

Transition économique, Russie, crise économique
Economic transition, Russia, economic crisis

Les analystes de la situation économique russe n'ont pas toujours insisté sur la forte probabilité de la crise financière et sur l'importance des effets de celle-ci sur l'ensemble de l'économie. Ils ont plutôt mis en évidence soit le caractère thérapeutique de la mise en place des mécanismes du marché soit les obstacles structurels au développement économique dans les économies en transition.

Dans une première phase, après la décision de la « thérapie de choc », les économistes se sont intéressés à la régulation du système économique, à ses nouvelles caractéristiques et à son adéquation avec les perspectives d'un retour à la croissance économique. Les communications d'une Table Ronde du projet Tacis-PROMETEE, réunie à Moscou en 1996, intitulée « La Russie, cinq ans après », présentent des analyses encore très opportunes sur l'évolution de l'économie russe. Elles avaient exprimé à la fois leurs analyses des obstacles qui empêchaient la Russie de retrouver le chemin d'une saine croissance, et leurs divergences concernant les mesures à prendre. Les présentations qui en seront faites ici n'engagent pas les orateurs eux-mêmes. Il s'agit d'une interprétation libre de leurs propos et documents écrits, qui donne une part non négligeable aux élargissements et prolongements de leurs analyses en fonction des évolutions importantes de la société russe d'aujourd'hui.

A partir de 1997, les questions sur la solidité de la transition en Russie se sont posées. Deux formes de présentation se sont manifestées, l'une optimiste insistant sur la nécessaire continuation du processus de libéralisation, l'autre pessimiste contestant l'efficacité des réformes et la solution libérale fondée sur les réflexions de l'Ecole de Chicago. Il est intéressant de noter que ni les responsables du FMI, ni la pensée libérale n'ont mesuré l'importance des phénomènes financiers sur l'économie russe. En revanche, de manière probablement paradoxale, les analyses structuralistes ont souvent mis en avant la gravité de l'endettement, la fragilité du système bancaire et les dangers de la spéculation internationale. Ce qui montre la difficulté de la tâche à entreprendre en Russie.

Avant la crise financière de septembre 1998, les résultats économiques de la Russie étaient déjà décevants. Certes, le PNB semblait retrouver une certaine croissance, mais

compte tenu de la qualité pour le moins médiocre des chiffres, celle-ci reste relativement contestable, surtout si l'on tient compte du fait que les opérations sous forme de troc ou d'endettement interne se sont multipliées (rendant ainsi difficiles les estimations quantitatives). Le budget du gouvernement fédéral est resté structurellement déficitaire et si l'inflation a diminué (prix à la consommation), elle n'en est pas moins restée importante (à deux chiffres). Si les salaires réels mensuels ont augmenté en 1996 et 1997, ils avaient fortement diminué en 1995. Bref, alors que les autres pays de l'ancien CAEM avaient déjà obtenu des résultats positifs depuis 1995, la Russie restait encore bien en deçà des espérances gouvernementales.

Tableau n° 1 – Indicateurs quantitatifs sur l'économie russe de 1994 à 1997.

Indicateurs	1994	1995	1996	1997
PNB	-12,6	-4,1	-3,5	0,8
Investissement dans la construction et les équipements	+24,3	-10,1	-18,1	-5,0
Prix à la consommation	215,1	131,5	21,8	11,0
Salaire réel mensuel	+9,0	-26,6	13,4	4,4
Budget du gouvernement fédéral, Balance, FMI, incluant le processus de privatisation (en % du PNB)	-9,8	-5,4	-7,9	-7,0

Source : Eastern Europe Consus Forecasts, septembre 1998, p. 16.

Il est donc intéressant de rappeler les analyses structurelles de la moitié de cette dernière décennie, puis de souligner les oppositions assez sérieuses entre ceux qui pensent que la mise en place rapide des valeurs capitalistes, quels qu'en soient les coûts sociaux et moraux, est nécessaire et ceux qui estiment que cette procédure conduit à des gaspillages honteux, à une perte des valeurs morales et surtout à l'aggravation des conditions économiques de la Russie, sans grand espoir de guérison.

LES ANALYSES STRUCTURELLES D'AVANT 1997

Les analyses de Robert Boyer, régulationniste bien connu, de Silvana Malle et de Wladimir Andreff, tous deux soviétologues réputés, sont particulièrement intéressantes et en grande partie encore significatives.

L'analyse de Robert Boyer, ou « le futur risque de durer longtemps »

Pour Robert Boyer¹, la longueur, la profondeur et la durée de la récession russe contemporaine sont surprenantes, elles dépassent celles de tous les autres pays en dehors de l'ancienne Union soviétique. Si la récession attendue a bien été présente, le rétablis-

ment de l'économie est toujours attendu, ce qui rend difficiles les compromis politiques fondés sur la répartition des sacrifices. La question est de savoir si un simple ajustement budgétaire et une politique monétaire sage sont susceptibles de permettre l'amorçage d'un mouvement de recomposition. Or, toute société a la conjoncture de sa structure. Il n'y a sans doute pas d'indépendance entre la politique de création monétaire, l'action budgétaire et les transformations structurelles.

Le modèle d'ajustement macroéconomique adapté aux économies développées n'est probablement pas significatif pour la Russie d'aujourd'hui. Dans le système économique précédent, il y avait le Gosplan, relativement inefficace, qui assurait la coordination économique et un parti communiste qui mobilisait l'effort politique. En échange, même si une phase douloureuse était prévue, les processus du marché et la démocratie ont été proposés, en vue de conduire à une dynamique analogue à celle des économies développées. Ce qui ne s'est pas (encore ?) produit. En outre, si le marché peut donner l'impression qu'il est auto-équilibrant une fois qu'il est institué, il a cependant besoin d'autorité politique, d'associations, de groupes qui veillent à sa viabilité. Historiquement, il y a eu une lente et parfois douloureuse maturation de l'économie de marché dans les économies capitalistes, pour mettre en place les pyramides d'institutions qui sont nécessaires à son fonctionnement, comme le droit de propriété, un système de paiement et un système de crédit, un Code commercial (pour que le débiteur honore ses créances), une garantie de la qualité des biens et des transactions. De même, la démocratie - alliée au marché - suppose la recherche d'arrangements avantageux pour tous, par l'application de règles du jeu stabilisées, qui définissent les procédures négociées de la résolution des conflits ; elle implique un long processus d'apprentissage, surtout après le rejet d'un système autoritaire.

Les problèmes majeurs de la transition tiennent à la difficulté de synchronisation du processus de démocratisation et de l'extension de la logique du marché. En Chine on a privilégié le marché, en Russie la démocratie. La transition, pour être viable, doit d'une part être acceptable socialement à court terme et intégrer des mécanismes de solidarité, et d'autre part constituer un jeu à somme positive, alors même que la Russie d'aujourd'hui produit plus de perdants que de gagnants. Enfin, la théorie économique de base qui façonne la transition suppose la réversibilité des mesures de politique économique. Or, les séquences de politiques économiques doivent être correctement ordonnées. Faut-il choisir d'abord la privatisation, la libéralisation, l'ouverture économique, les réformes fiscales ou la couverture sociale ? Ce choix est essentiel, car il donne l'orientation principale de la nouvelle société en gestation. De conjoncturel, il peut ouvrir ou fermer des perspectives nouvelles. En Russie, le développement des « futures » donne l'impression d'un renversement de la pyramide, puisque l'on a privilégié les actifs financiers sophistiqués dans un univers aux présentations comptables et aux organes de contrôle très déficients. En outre, le processus de transformation institutionnelle se déroule habituellement sur plusieurs décennies. Lorsque l'Allemagne a voulu rattraper l'Angleterre au XIXe siècle, elle n'a pas copié les institutions anglaises, elle s'est dotée d'institutions très protectrices. De même, le Japon de 1945 n'a pas copié les institutions américaines, mais plutôt ses produits. La recherche de convergence de la Russie au XXIe siècle vers le capitalisme américain n'est pas pertinente, compte tenu de la spécificité de celui-ci et des tensions qui le traversent. Enfin, le rôle du marché s'est avéré destructeur des formes anciennes, mais il n'a pas suffisamment construit, par son incapacité à susciter la création de nouvelles entreprises et la mise en place de nouveaux entrepreneurs.

Les anciens aiguillons de la croissance (l'investissement excessif, pourtant producteur de pénuries), l'industrie d'armement, l'embryon de consommation de masse, la division internationale socialiste du travail sont dorénavant fortement affaiblis par les effets d'inertie, la polarisation des revenus, le processus de désarmement, et l'effondrement du Comecon. On peut ajouter que la rente pétrolière ou minière a souvent aggravé les problèmes nationaux, du fait du « *Dutch disease* » notamment. Pour y échapper, il faut s'engager dans la redistribution massive de la rente par l'Etat, développer une politique industrielle active, former des ingénieurs, obtenir un consensus politique pour éviter la polarisation des revenus, et se rappeler que la rente ramenée au nombre d'habitants n'est pas assez importante pour être la clef de l'avenir économique de la Russie. Or, aucune de ces actions ne semble avoir été entreprise. Gramsci rappelait qu'un nouveau régime institutionnel ne tuait pas immédiatement l'ancien régime et que le conflit subsiste encore dans les formes organisationnelles ou productives qui n'entrent pas immédiatement dans les normes sociales. La transformation de l'économie russe ne fait que commencer, et dans cette perspective, contrairement à ce qu'affirme le F.M.I., le « futur risque de durer longtemps ».

La conception en termes de « choix publics » de Silvana Malle

Pour Silvana Malle² de l'O.C.D.E., les réformes nécessaires au processus de la transition ne conduisent pas, selon les pays, aux mêmes résultats. De nombreux facteurs, notamment sociologiques ou psychologiques, interviennent. Ainsi, la Russie ne semble toujours pas capable de créer la confiance nécessaire à la mise en place d'activités économiques et commerciales normales et d'attirer, à l'échelle de la superficie du pays et de sa population, d'importants investissements directs de l'étranger. La faiblesse de la démocratie menace cette confiance et la Russie résiste au respect des règles du marché, du fait d'intérêts particuliers puissants qui cherchent à promouvoir le statu quo, la passivité, la suspicion. Le succès de la transition vers le marché suppose la résolution de plusieurs problèmes importants.

- D'abord, le processus pourtant rapide de la privatisation (lequel ne semble d'ailleurs avoir rapporté qu'à peine dix pour cent de ce qui avait été prévu par les estimations gouvernementales) et la mise en place de structures de direction n'ont pas encore produit les résultats escomptés. La plupart des entreprises ont été privatisées à 75 % au profit de ses composantes mêmes (les travailleurs et les managers), ce qui les conduit, pour éviter les offres d'achat extérieures, à acheter leurs propres actions. Il s'ensuit que la gestion des firmes n'a pas été profondément modifiée par rapport à la situation précédente, que les mêmes problèmes subsistent, lorsqu'ils n'ont pas été aggravés par l'absence d'un autofinancement fortement compromis par les achats d'actions de l'entreprise par l'entreprise elle-même. Il en résulte des accords sociaux peu en rapport avec les critères modernes de gestion, comme le non-paiement des travailleurs et l'absence de ceux-ci dans les unités de production. En outre, les investissements du gouvernement dans l'industrie textile et l'industrie légère ont été convertis par l'Etat en actions, accroissant ainsi la propriété publique.

- Ensuite, l'absence de transparence et de confiance dans les transactions des valeurs mobilières n'encourage pas particulièrement les capitaux extérieurs à la firme, au moment même où les banques ne semblent pas préparées à gérer les entreprises dont elles ont le contrôle. En 1996, la Banque centrale a imposé une administration temporaire à plusieurs banques privées, témoignage des difficultés importantes de cette activité fortement inquiétée par la corruption et les opérations criminelles.

- La mise en place des Groupes financiers et Industriels (GFI) favorise la protection des activités privées (qui peut aller jusqu'à l'acceptation d'hypothèques) par le gouvernement. Il en résulte de nouvelles pressions politiques pour accroître encore les avantages et les privilèges reçus. S'il existe bien des conglomérats dans de nombreux pays, notamment au Japon, les GFI n'ont généralement pas de technologies dominantes, ni de retours importants d'économies d'échelle. Bref, ils répondent moins aux critères de bonne gestion de l'ensemble des activités, qu'à des considérations politiques de protection économique, comme la participation de l'Etat dans le capital destinée, au moins partiellement, à rendre la faillite moins probable et à diminuer les coûts de transaction d'obtention des subventions publiques. Certes, il existe déjà une législation et un Comité antitrust, mais leur rôle se heurte aux groupes d'intérêt et aux grands monopoles ou oligopoles soutenus par les régions et, trop souvent, par le pouvoir politique. Même si les étrangers ont obtenu un plus large accès aux marchés financiers russes, les forces d'inertie sont encore trop fortes pour les convaincre de financer l'économie nationale. L'espoir de recevoir plus de 7 milliards de dollars en investissements directs de l'étranger en 1998 ne semble pas devoir être satisfait.

- Le recueil des impôts doit être renforcé, car la culture fiscale russe est faible et la recherche systématique du non-paiement des impôts conduit inéluctablement à une grande fragilité des finances de l'Etat, et donc des activités dont il a la charge. Le gouvernement se propose maintenant de suivre les orientations de politique économique suggérées par le Fonds Monétaire International, même s'il souhaite parfois engager aussi une politique industrielle. Les investissements publics, les subventions ou les crédits à l'exportation ont clairement favorisé l'aéronautique, l'industrie nucléaire et spatiale ou l'électronique, et les barrières douanières ont protégé les secteurs automobiles, du rail ou des machines agricoles, et l'industrie légère. Si les actions de privatisation et de libéralisation sont importantes, le succès de la stabilisation macro-économique est encore fragile et a besoin de fondations microéconomiques plus solides. Le gouvernement, pour lutter contre la baisse de l'investissement, se doit d'agir directement sur certaines branches. Cependant, l'adoption d'une politique industrielle sélective est peut-être prématurée, compte tenu du pouvoir des groupes d'intérêts et du gaspillage potentiel qu'il suppose. Autrement dit, le pouvoir de l'Etat n'est pas suffisamment légitime ou puissant pour éviter que ses actions ne représentent, comme l'affirme la Théorie des Choix Publics, que l'expression des intérêts de ceux qui ont les rênes du pouvoir.

Pour Wladimir Andreff, la transition est un combat contre les effets d'inertie

Pour le Professeur Wladimir Andreff³, il existe de nombreux effets d'inertie qu'il convient de réduire dans le processus de transformation systémique. Si certains pays ont bien engagé le processus, la Russie a encore échoué avec une inflation importante, une économie non stabilisée, des entreprises encore subventionnées ; si la privatisation a bien été réalisée, elle n'a pas permis de régler le problème de la direction réelle de l'entreprise. Cette situation n'avait pas été prévue par le courant libéral (aux analyses fondées sur de trop simples conclusions de théorie microéconomique) qui a engagé la transition en Russie et qui n'a pas suffisamment pris en compte l'héritage de l'Union soviétique. Ainsi, les politiques monétaires restrictives n'ont eu qu'un effet limité sur l'inflation, témoignant ainsi d'un phénomène inflationniste complexe dans lequel les facteurs monétaires ne constituaient qu'un élément du puzzle. La recherche implicite d'indexation des revenus a mis en évidence un effet d'inertie (qui existait déjà implicitement dans l'économie planifiée) et elle

s'accompagne d'une lutte sociale des agents économiques en vue d'accroître leur part dans le produit national. Dans ce cas, l'augmentation des prix conduit à une crise de liquidité, qui suppose une croissance de la monnaie, laquelle devient alors une variable endogène.

Une politique des revenus et la désindexation des salaires constituent des instruments fondamentaux d'une politique de stabilisation. De même, le processus de privatisation qui a privilégié la propriété des actions du personnel (51 % des actions) a été choisi par 82 % des entreprises (contre 18 % pour un contrôle du personnel à 40 % seulement, et 1 % le contrôle par les seuls dirigeants de l'entreprise, dernière proposition faite afin d'éviter la faillite). En fait, le coût du contrôle de gestion est trop élevé pour les petits porteurs qui ont rapidement vendu leurs parts, permettant ainsi une concentration du capital, qui a bénéficié principalement aux autres actionnaires, le recours à la vente à l'extérieur étant une option faiblement utilisée. Il en a résulté une recherche de stratégie rentière, alors même que la privatisation supposait de nouveaux comportements et financements. Ainsi les droits de propriété fondés sur l'*usus* et le *fructus* ont été transférés à ceux qui exerçaient déjà le pouvoir économique dans l'entreprise, et qui l'ont élargi à l'*abusus*. La survie caractérise les coalitions internes du pouvoir.

Comment alors changer les objectifs de la croissance et de l'autonomie (généralement soutenue par les coalitions internes) par ceux de l'efficacité et du profit (recherchés par les actionnaires extérieurs) ? Or, la distribution du pouvoir dans les coalitions est relativement stable dans les organisations, même dans le cadre d'une procédure légale de privatisation. Ainsi, les anciens directeurs de firmes sont restés au pouvoir, malgré le processus de privatisation, et ils ont cherché à conserver les mêmes réseaux et relations, en se préservant ainsi des prises de contrôle éventuelles de l'extérieur. C'est une privatisation par la « *nomenklatura* », sans restructuration en profondeur. Les réseaux du Parti Communiste ou de la bureaucratie d'Etat ont survécu, parfois ils ont été à l'origine de la corruption ou de l'économie criminalisée, notamment lorsqu'ils n'ont pas trouvé rapidement une place dans le nouveau système. Ils se présentent souvent comme les grands gagnants du processus de privatisation. Or, leurs conceptions économiques sont souvent limitées au gain maximum rapide et à la spéculation. N'ayant pas de formation de gestion d'entreprises dans un milieu concurrentiel, ils se proposent généralement de maximiser le profit à très court terme, de se verser d'importants dividendes et de négliger l'investissement. Autrement dit, la peur de la faillite conduit les intérêts personnels à l'accélérer par une gestion à courte vue, voire prédatrice, de l'entreprise. Seul un Etat puissant et crédible peut combattre ces comportements, mais les relations entre les nouveaux hommes d'affaires et les responsables de l'Etat conduisent parfois à l'émergence de réseaux corrompus et à la préservation d'intérêts particuliers. Tous ces effets d'inertie n'ont pas pour autant éliminé les « peurs des gouvernants », comme l'émergence d'une crise sociale des travailleurs (malgré l'absence ou la faiblesse des syndicats), d'émeutes ou de soulèvements régionaux ou de la responsabilité du déclin économique, stratégique et politique de la Russie qu'ont voudrait leur faire assumer. Il est alors nécessaire de résoudre la question des facteurs d'inertie, plutôt que de débattre sur la réalisation de la privatisation, de la libéralisation ou de la stabilisation, dont l'intérêt, non négligeable pourtant, est fondé sur le soutien des grands investisseurs internationaux (F.M.I., Banque mondiale, Union Européenne ou Banque Européenne de Reconstruction et de Développement).

Les optimistes se rangent tous dans le camp libéral. « Tout ira mieux demain », comme le dit la chanson, même si les sacrifices de la « libéralisation » de l'économie sont considérables et injustement répartis. Yegor Gaïdar, ancien Premier Ministre, considère même que c'est la seule voie possible, même si, à court terme, elle conduit les gouvernants à des déboires électoraux. Pour Malcom Wright, le programme engagé par le FMI doit assurer une transition réussie à long terme, ce que confirme Stanley Fisher, directeur-adjoint du FMI.

La thérapie de choc, une nécessité, pour Yégor Gaïdar.

Pour Yegor Gaïdar⁴, les conclusions des recherches sur le problème de la stabilisation économique dans les pays post-socialistes sont à la fois satisfaisantes (parce que pendant la période des réformes en Russie, les hypothèses libérales ont été confirmées) et décevantes quant aux résultats, même si plus de temps est nécessaire pour faire un bilan clair. Les réformes ne peuvent être engagées qu'avec une réduction drastique de l'inflation. Celle-ci a bien été un phénomène financier, et toutes les discussions concernant les causes spécifiquement économiques de l'inflation dans les pays où elle excédait 40 % n'étaient pas justifiées. La lutte contre les déséquilibres financiers et contre la croissance de la masse monétaire constitue la meilleure solution pour réduire le taux d'inflation. Il faut remarquer enfin que, pour les économies des pays post-socialistes, le niveau d'inflation et celui de la pauvreté suivent le même trend (en Russie, si le taux d'inflation augmente d'1% par mois, il en résulte une augmentation de 0.5% du niveau de pauvreté). La stabilisation politico-économique commence souvent avec la sous-estimation excessive de la monnaie nationale, mais la politique du taux de change n'est probablement pas centrale dans la politique financière générale d'un pays, au contraire des politiques budgétaires et financières. L'expérience de la Russie de 1995 confirme bien cette thèse.

Pour Yegor Gaïdar, il faut tenir compte de l'héritage communiste. Dans les pays post-socialistes, le cycle électoral, nouveau dans sa forme sociale, présente des formes plus fortes et plus dures que dans les pays occidentaux. L'effondrement de l'économie socialiste a été suivi par une crise économique et financière du système. Venant au pouvoir, en profitant de l'ambiance anticomuniste, les forces démocratiques dynamiques ont reçu comme héritage tous les problèmes économiques d'hier. Les démocrates ont alors été obligés de prendre des décisions très difficiles et souvent très dures pour l'ensemble de la société. Il a fallu très rapidement traiter des questions de la propriété privée, de la distribution optimale des revenus ou de la libéralisation d'une économie jusque-là muselée. Tous ces problèmes graves étaient la conséquence de l'incompétence du pouvoir central communiste.

Du fait même des responsabilités économiques et politiques énormes prises par les démocrates pour trouver une solution à une crise due au système précédent, les élections qui ont suivi la politique de rigueur ont donné un avantage certain aux partis et idées liés à l'ancien système. Autrement dit, les démocrates ont payé électoralement leur effort pour résoudre les problèmes dus au socialisme, permettant ainsi aux anciennes forces de devenir populaires à leurs dépens. Plus les communistes ont détruit leur pays, et plus ils ont eu l'opportunité de gagner les élections suivantes. Ainsi, l'économie tchèque avait peu de dettes, un marché de consommation équilibré et pratiquement, jusqu'aux dernières années du pouvoir du gouvernement communiste, un budget bien équilibré. Les communis-

tes tchèques ont perdu les élections. En revanche, la Pologne avait une situation financière difficile avec une grave crise financière, une hyperinflation, des dettes considérables. Le parti post-communiste a remporté ainsi les élections suivantes. Lorsqu'elles sont au pouvoir, les forces favorables à l'ancien système rencontrent de nombreux problèmes comme le changement des aspirations de la population, les transformations quasi irréversibles dans le secteur économique, les modifications de la législation adoptées par le pouvoir précédent. Finalement, elles sont amenées à poursuivre l'ancienne politique, et donc à ne pas respecter leurs promesses, ce qui les rend rapidement impopulaires. S'il fallait satisfaire les obligations publiques reconnues socialement, le taux de prélèvement obligatoire devrait atteindre 40 à 45 % du PIB⁵. Une conclusion politique désagréable en résulte. Si la Russie conserve un volume excessif d'obligations publiques non couvertes par des impôts correspondants, au moins au niveau global cette situation conduit progressivement à la contraction des recettes fiscales. Quand l'Etat ne peut pas, de manière permanente, assurer ses obligations, il offre un bon prétexte au contribuable peu consciencieux, qui pense alors « pourquoi donc paierai-je des impôts pour un Etat qui n'honore pas ses obligations ? ». Au début des années 2000, le même cycle sera institué, et le Parti communiste russe sera en situation de perdre le pouvoir. Dans ces conditions, l'économie de marché, encore fortement imprégnée de l'héritage de l'économie centralisée, recevra le soutien des vraies forces réformistes démocrates, pour engager enfin la Russie dans la voie du développement économique. Pour Gaidar, la crise ne peut pas être le résultat du mauvais fonctionnement du marché ou de la perte de confiance des opérateurs internationaux. Il est nécessaire d'engager une politique libérale stricte. La solution est, quel qu'en soit le coût économique, d'abord politique. Il s'agit d'assurer à long terme la vie de l'économie de marché, et ainsi d'empêcher le retour au pouvoir des forces liées au Parti Communiste.

La bonne politique du FMI, selon Malcom Wright

Dans un livre récent publié par le F.M.I⁶, Malcom Knight (1998) a examiné les progrès de la réforme de la banque centrale des pays en transition. La Banque de Russie jouit d'une large autonomie pour maintenir la stabilité des prix et mettre en place une politique monétaire. La circulation des capitaux est peu restreinte, le contrôle des changes est en voie d'élimination, les taux d'intérêt sur les dépôts et prêts bancaires sont libéralisés et des instruments indirects sont appliqués pour contrôler la liquidité des banques. L'approfondissement des marchés monétaires, financiers ou de change est limité par les déficiences dans le respect des contrats, par les contreparties douteuses des banques, par une diffusion insuffisante de l'information et par les difficultés de la banque centrale à exercer son pouvoir de contrôle. Il convient donc de restructurer les banques, d'améliorer une réglementation « prudentielle » adéquate (et de l'appliquer, ce qui n'est pas toujours le cas), de retrouver un niveau d'intermédiation financière adéquat et de développer le système bancaire comme principal prestataire de services de paiements (notamment comme fournisseur unique des services de compensation et de règlement). Cette politique est susceptible alors de réduire l'importance croissante du troc et des échanges non monétisés. Le programme économique de la Russie pour 1998 a fait l'objet d'un examen, dans le cadre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) accordé par le Fonds Monétaire International en 1996 (F.M.I., 1998). Dans le communiqué de presse, il a été précisé qu'un accord général sur les paramètres et les mesures économiques pour 1998 avait été obtenu et que l'accord sera prorogé d'un an jusqu'au début de l'année 2000. Si les acquis dans le domaine de la

stabilisation économique et de la mise en place des institutions du marché sont incontestables, plusieurs défis doivent être cependant relevés. Il s'agit d'intensifier les réformes structurelles visant à «corriger les déséquilibres budgétaires» et à «promouvoir les principes d'une bonne gestion des entreprises». Le gouvernement russe accepte l'analyse selon laquelle les déséquilibres budgétaires sont responsables des incertitudes qui pèsent sur les marchés financiers. Avec la réorganisation du Trésor, des efforts particuliers doivent être engagés à la fois pour accroître les recettes et réduire les dépenses du gouvernement fédéral, et pour contrôler que les dotations budgétaires soient financées sans arriérés. D'autres réformes structurelles ont été décidées en vue de renforcer l'essor du secteur privé, des banques et des institutions financières et de réduire l'importance des monopoles naturels. Le F.M.I. a obtenu le ferme soutien du Président Eltsine sur ce programme. « M. Camdessus s'est déclaré convaincu que l'application des politiques prévues au programme assurera à la Russie une transition réussie à une économie de marché dynamique »⁷.

Stanley Fisher ou la solution libérale de la transition

A la suite, pour Stanley Fisher, Premier Directeur Adjoint du Fonds Monétaire International, des progrès économiques substantiels ont été réalisés en Russie durant ces six dernières années. La Russie est devenue une démocratie, même imparfaite, avec un Président, des corps législatifs élus par le vote populaire, avec des débats politiques ouverts et une presse libre. Cependant, de manière évidente, le système politique a encore à trouver les moyens susceptibles d'obtenir des solutions plus consensuelles que conflictuelles. Une part importante et croissante de l'activité économique russe est dorénavant dépendante des mécanismes du marché en fort développement. Le secteur privé produit déjà 70 % du PNB. Il manque cependant un code fiscal, des règles budgétaires claires, des services compétents pour collecter les taxes et contrôler les dépenses, et des systèmes d'information adéquats pour une bonne gestion fiscale. Bien que la Russie ait réalisé d'importantes avancées dans quelques secteurs de la réforme structurelle (notamment dans la privatisation des unités productives et commerciales à petite échelle, dans la libéralisation du commerce et du système de change, et à un moindre degré dans la libéralisation des prix), il existe encore d'importants efforts et progrès à réaliser dans ce domaine.

Le développement du secteur privé est l'objectif prioritaire. Il s'agit d'accélérer les privatisations, de restructurer les monopoles naturels, de développer les marchés des capitaux, de renforcer le secteur bancaire, d'établir des règles de droit commercial claires et efficaces, de libéraliser le marché immobilier et d'éliminer les actions gouvernementales lésant l'investissement. L'administration fiscale est mal organisée. Ces conditions découragent l'investissement national et étranger, elles suscitent l'évasion fiscale et elles renforcent l'expansion des activités parallèles (ou souterraines). En fixant ces priorités, il sera important alors de réduire les interventions directes du gouvernement dans l'allocation des ressources, de supprimer les efforts budgétaires en faveur des entreprises, d'accroître les dépenses destinées à la gestion publique et à son contrôle afin de mettre en place un Trésor efficace, de réformer le secteur public en réduisant le nombre de travailleurs redondants, et en fournissant des salaires compétitifs, de réduire les financements trop importants dans les domaines de la santé et de l'éducation publiques, de supprimer les subventions généralisées pour les services collectifs, les logements, etc. « Cependant, d'ici à six ans, l'économie russe pourra être engagée sur un sentier de la croissance soutenable. Il convient de maintenir le cap fixé par le Fonds Monétaire International »⁸.

Pour Michael Intriligator⁹, l'une des plus grandes menaces pour la sécurité internationale d'aujourd'hui, à savoir le futur de la Russie, ne semble guère intéresser les hommes politiques et les politologues. Pendant l'ère de la Guerre froide, ces derniers faisaient pourtant une fixation totale sur l'Union soviétique et sa menace militaire potentielle, principalement sur ses armes nucléaires. Maintenant, ils ont tendance à considérer ce problème définitivement réglé. Le problème de l'avenir de la Russie n'est pourtant pas du tout résolu et nous mettons notre bien-être en danger en l'ignorant. La Russie est chancelante, au bord du précipice et, selon la manière dont elle évoluera, elle est susceptible de remettre totalement en cause la sécurité mondiale. De manière évidente, la situation présente ressemble remarquablement à celle de l'entre-deux-guerres, après « la der des der », cette première guerre mondiale qui n'aurait dû être suivie d'aucune autre, qui nous a pourtant conduit à la plus grande guerre de l'histoire de l'humanité.

Les contestataires de cette position libérale du FMI ont été nombreux parmi les anciens soviétologues et les professeurs russes exilés. Pour Marshall Goldman, soviétologue réputé de l'Université de Harvard, l'application des recettes capitalistes à l'économie russe est inadaptée. Stalislav Menshikov s'en prend violemment aux remèdes du FMI alors que Serguey Braguinsky insiste sur les dangers pour la démocratie du fonctionnement actuel de l'économie de la Russie. Enfin, Ivan Samson relève surtout les dangers du financement dans le système russe.

Pour Marshall Goldman, pas de solution à la crise de l'économie russe sans prendre en compte la spécificité de l'économie soviétique.

Selon Marshall Goldman¹⁰, pour la pensée libérale, toutes les réformes, concernant notamment le système des prix, la privatisation, la politique fiscale et monétaire, devaient être introduites simultanément du fait même que toutes les variables économiques et sociales sont interdépendantes dans une économie de marché. L'École de Chicago a parfois affirmé, il est vrai avec réticence, que même les droits de propriétés des groupes criminels étaient préférables à la propriété d'État. Or, la thérapie de choc ne pouvait fonctionner que sous certaines conditions (viabilité des infrastructures, fiabilité des institutions marchandes, lois et tribunaux régissant la faillite et le droit civil, notamment). Cependant, parce que les Communistes soviétiques ont eu 70 ans pour détruire ces institutions et la culture bourgeoise, il fallait plus qu'un simple choc pour permettre au marché russe de revenir à la vie. Le marché en Russie ne pouvait guère renaître par simples décrets gouvernementaux. La Chine a offert une alternative plus efficace. La transformation des entreprises d'État et des monopoles en activités privées constituait une tâche prioritaire. En l'absence de contraintes éthiques et légales, des vols étendus et généralisés de la propriété publique ont été engagés. Les « vouchers » ont eu une valeur nominale de 10 000 roubles qui, du fait de l'inflation, a conduit rapidement de nombreux détenteurs à les échanger contre une bouteille de vodka, aux forces souvent criminelles ou de l'ancienne économie souterraine. Lorsque les monopoles d'État ont été privatisés sans faire appel à la compétition d'un réseau croissant d'entreprises et d'affaires nouvelles, le résultat inéluctable en a été l'émergence de monopoles privés, et non de la concurrence. Six banques et les sociétés de holding qu'elles dirigent, plus Gazprom et Lukoil contrôlent ensemble plus de 50 % des actions de l'économie russe. Au milieu de l'année 1997, les dettes impayées représentaient presque 230 milliards de dollars, soit 20 à 25 % du PIB. Pendant la même année, la collecte

des impôts a représenté à peine 52 % de ce qui était attendu. Dans son effort pour accroître les flux fiscaux, le gouvernement a établi 200 taxes différentes qui réduisent à néant la réalisation d'un profit pour l'entreprise. Ce qui facilite l'émergence d'une économie souterraine. Avec la thérapie de choc, les réformes sont passées en force avant même qu'une infrastructure opérationnelle ait été mise en place, ce qui a renforcé la puissance de la mafia et de la corruption gouvernementale.

Quelles solutions peuvent être envisagées maintenant pour redresser la situation ? Il est d'abord nécessaire de réduire le pouvoir des six grandes banques et des autres monopoles. Il n'y a pas de garantie que ces prescriptions post-opératoires fournissent un remède suffisamment rapide. Du fait des erreurs passées, certains dommages ne pourront pas aisément être éliminés. La plus grande partie de la population est devenue assez cynique concernant le processus de réforme et le degré d'acceptation de tout ce qui est associé au système de marché. Mais pour Cassandre, le système capitaliste russe, qui refuse les échecs de la compétition marchande et ne permet pas la régulation gouvernementale, ne représente pas toujours une amélioration par rapport au vieux système de planification centrale.

L'échec de la politique du FMI pour Stanislav Menshikov

Pour Menshikov¹¹, les versements du F.M.I. servent à financer l'important déficit fédéral, lequel représente encore à peu près 7% du PIB (produit intérieur brut). Les conditions de crédit du Fonds sont les suivantes: (1) les objectifs fiscaux et monétaires précis, comme, par exemple, la collecte des impôts, les réserves internationales ou l'accroissement maximal de l'offre de monnaie ; (2) les réformes structurelles mutuellement acceptées ; (3) les recommandations de politique économique du Fonds. Si la Banque centrale de Russie adhère strictement aux objectifs monétaires, les autorités fiscales ne remplissent guère leurs obligations. Seulement 50 % des impôts totaux prévus en 1997 par le budget fédéral ont été perçus, un bon tiers n'a pas été reçu sous forme de monnaie, mais plutôt sous forme de « compensations », ce qui a conduit le Fonds à retarder deux fois le paiement de ses crédits trimestriels. La raison fondamentale de la mauvaise collecte des impôts est fondée sur le fait que l'économie russe fonctionne maintenant largement sur la base du troc (*barter*). Près de 70% des ventes de l'industrie russe sont payées en nature plutôt que sous forme monétaire. Les entreprises ne peuvent pas payer les impôts principalement parce qu'elles ont des revenus monétaires insuffisants. Le gouvernement lui-même doit des arriérés aux firmes pour les biens et services qu'il a commandés et acquis.

Si Stanley Fischer est globalement satisfait des performances de la Russie, il demande encore plus de contrôles et une plus stricte application des procédures de la faillite aux fraudeurs fiscaux. Pour résoudre ce problème, le Fonds devrait se concentrer sur la réforme bancaire. Les banques russes d'aujourd'hui ne remplissent pas leurs principales fonctions, comme principaux agents de paiements entre les entreprises commerciales et gestionnaires, et les épargnes monétaires de l'économie réelle. Au lieu de cela, les banques pratiquent l'investissement à court terme dans les fonds d'État largement rémunérés et la spéculation financière. Sans banques efficaces et sans flux monétaire normal, la Russie ne pourra jamais devenir une économie de marché complète, avec toutes les caractéristiques requises. Des réformes structurelles importantes sont encore absentes. Parmi celles-ci, Fischer mentionne une plus grande transparence dans le processus de privatisation, le contrôle des monopoles naturels, une réforme foncière, le développement du marché du travail, l'ouverture à l'investissement étranger et la lutte contre la corruption. Au cours du débat de Chi-

ago, Stanley Fischer a insisté sur la stricte application de la loi. On doit toujours se rappeler que l'économie russe n'est pas une économie de marché classique et que les règles des manuels ne lui sont pas, dans la plupart des cas, applicables.

Serge Braguinsky, ou les risques démocratiques de l'économie russe

Pour Serguey Braguinsky¹², la Russie est un pays riche de ressources. La combinaison de ressources abondantes et d'un capital humain raisonnable accumulé par le complexe militaro-industriel laisse supposer que le gouvernement pourrait engager une politique industrielle de promotion et de reprise de la croissance fondée sur les nouvelles technologies, condition sine qua non du succès des réformes russes. Cependant, la crise économique a été violente. En 1989 (l'année marquant le début d'une période sans croissance industrielle), la Russie importait presque 20 milliards de dollars de machines et équipements à l'extérieur de l'Union soviétique. En 1997, ces importations étaient estimées à 12 milliards de dollars, en incluant les 3 milliards d'importation des anciens pays de la CEI.

L'approche de la stabilisation insiste sur le rôle de l'investissement direct à l'étranger, même si les résultats obtenus dans ce domaine ont été trop faibles. La Russie a vraiment besoin d'investissements directs de l'étranger fondés sur des technologies avancées (avec l'équipement en capital qui les accompagne), créateurs de nouveaux emplois et de nouveaux revenus et acteurs de la restructuration industrielle. Cependant, près des deux tiers de l'investissement étranger viennent sous la forme de portefeuilles d'investissement non seulement inutiles, mais surtout dangereux pour l'effort de reconstruction industrielle ; en effet, ils accroissent le taux de change et ils créent des sources spéculatives additionnelles de revenus, qui exercent une attraction coupable sur le talent, pourtant rare, des entrepreneurs. Il serait préférable que les investisseurs étrangers y regardent à deux fois avant de verser leur argent dans les portefeuilles de titres, et ce pour leur propre sécurité. La régulation gouvernementale des IDE de type désiré s'avère nécessaire si la Russie veut éviter les problèmes qui frappent les pays de l'ASEAN. Il faut noter que, pendant sa période de reconstruction de l'après-guerre et de forte croissance, le Japon n'a jamais été dépendant d'un flux libre d'IDE, en adoptant délibérément une politique d'importation des technologies et de promotion de l'offre nationale.

Seulement 20 à 25% de l'économie russe fonctionne sur la base d'une économie monétarisée, celle qui pourtant fonde les règles du jeu des marchés. A l'exception de quelques places développées, la majeure partie de l'économie russe est en situation de divorce complet avec l'économie monétaire, de telle façon que personne en Russie, excepté les analystes occidentaux et quelques courtiers russes de Moscou, n'a réellement fait attention au craquement du crédit de 1995 et à la crise récente du marché des valeurs mobilières. Aussi longtemps que les transactions domestiques resteront démonétisées et portées par « l'économie souterraine », la stabilisation macro-économique continuera à n'avoir aucun effet sur la croissance industrielle et elle n'entraînera vraisemblablement pas la stabilité et la prospérité à long terme de la Russie. Enfin, la démocratie n'est pas seulement profitable dans l'étape présente de la transition d'aujourd'hui, elle constitue même le seul espoir pour son succès ultime. La Russie n'est pas encore devenue une démocratie significative. De façon à continuer sa marche vers l'économie de marché et vers une société civilisée, la Russie a vraiment besoin d'un changement démocratique de gouvernement et de chefs plus compétents pour conduire, avec succès, les changements fondamentaux exigés par la réforme.

Ivan Samson, ou la transition menacée par les problèmes financiers

Pour Ivan Samson¹³, les non-paiements sont devenus un véritable substitut à la monnaie et ils traduisent une démonétisation de l'économie. En 1996, l'endettement créateur des entreprises a atteint 193 % du PIB. Les efforts entrepris par l'Etat en 1997 pour accroître les rentrées fiscales se traduisent, par l'effet des vases communicants, par une augmentation des autres arriérés.

Ce phénomène est aggravé par la grande faiblesse du système bancaire russe, fonctionnant encore sur une logique essentiellement spéculative. Bon nombre de banques se sont édifiées lors de la période d'inflation en spéculant contre le rouble. Après la stabilisation acquise grâce au corridor en 1995, la spéculation s'est reportée vers le marché des GKO, bons du Trésor à court terme et à taux fixes émis par l'Etat pour financer son déficit, avec des taux réels de 60% à 75 % ! En 1995, ces taux ont même provoqué une crise de liquidités, les banques plaçant leurs avoirs en GKO, asséchant ainsi le marché monétaire. De même, beaucoup d'arriérés des entreprises proviennent du placement de leurs liquidités sur les GKO. Ces taux assurent la survie d'une partie des banques, mais au prix d'un accroissement du déficit budgétaire qui se situait à 8 % du PIB en 1996, dont la moitié pour le seul paiement des intérêts sur les bons du Trésor.

La dette publique russe est en train d'exploser ; les émissions de GKO et OFZ (bons du Trésor à taux variables) sont passés de 5,5% du PIB en mars 1996 à 11,3% du PIB en mars 1997, auxquelles s'ajoutent les appels de fonds, encore populaires sur les marchés internationaux, et les nouvelles émissions de titres de type GKO par des municipalités et des régions. Malgré cela, le ministère des Finances n'arrive pas à placer des titres pour un montant équivalent à ceux arrivant à échéance, et il intervient pour combler le déficit. De nombreuses banques sont menacées de faillite et leur logique reste spéculative (95 % des prêts bancaires sont à court terme). Enfin, le montant des investissements directs étrangers (IDE) en Russie est très faible, 6 milliards de dollars cumulés de 1989 à 1996, soit moins que les IDE en Europe centrale pour la seule année 1996. Les raisons de cette faiblesse financière sont les faibles performances fiscales de la Russie qui aggravent la situation budgétaire. Les taux d'impôts sont trop élevés, complexes et arbitraires. Seulement 17 % des entreprises payent leurs impôts pleinement et régulièrement et les recettes fiscales représentent à peine 9 % du PIB. La criminalisation des banques et des institutions financières, obligées de blanchir l'argent douteux, fausse la concurrence et accélère la fuite des capitaux. Si l'inflation a bien remplacé la pénurie, signe incontestable d'une rupture systémique fondamentale et irréversible, il reste à démontrer que l'allocation des ressources se fait par le marché et les prix. La stabilisation monétaire n'a pas entraîné à elle seule les comportements vertueux qu'on attendait, la spéculation de court terme prime toujours sur l'investissement et les capitaux continuent de fuir. Les entreprises privatisées ont une logique prédatrice de court terme qui n'a pas été suivie d'une logique industrielle de recherche de profit. L'économie russe ne peut trouver de solution que dans l'optimisme des entrepreneurs et la mise en place, au niveau local, de petites et moyennes entreprises concurrentielles structurant l'espace et transformant les règles du jeu économique au détriment des grandes entreprises privatisées hostiles au changement. La modernisation de la société russe peut se faire par le bas.

Les Russes ont appris la patience plutôt que le fonctionnement du marché. La structure de l'économie reflète encore les liens établis pendant la planification. La loi du « troc » semble à nouveau resurgir, au détriment de l'économie monétarisée. Cependant, les prix internes « monétisés » se sont rapprochés des prix internationaux. Les investisseurs étran-

gers ne sont pas très attirés par le « capitalisme russe », auquel ils reprochent l'instabilité politique, les blocages institutionnels, la corruption et la criminalité, la faiblesse du droit commercial. Or, c'est l'incertitude de la loi qui est, plus que la fortune, la mère de la corruption. En outre, la Russie reste une grande puissance militaire, qui demeure dangereuse. La paix dans le monde a besoin d'une Russie sereine. Or, la crise économique augmente les frustrations et les dangers. Le monde doit en être conscient.

Notes

¹ BOYER, R., «Les différents aspects de la transition», Tacis-PROMETEE, Moscow, 16 March 1996.

² MALLE, S., «La privatisation en Russie : spécificité, objectifs et agents», in Lavigne, M. (dir.), *Capitalismes à l'Est : un accouchement difficile*, Economica, Paris, 1994. Malle, S., «Russia Five Years Later : an Economic Assessment», Tacis-PROMETEE, Moscow, 16 March 1996.

³ ANDREFF, W., «Inertial Aspects of the Transformation Process», Tacis-PROMETEE, Moscow, 16 March 1996.

⁴ GAIDAR, Y., «La réforme économique et le cycle électoral», Tacis-PROMETEE, Moscow, 16 March 1996.

⁵ GAIDAR, Y., «La politique libérale sans alternative pour la Russie. L'exemple du taux maximum des prélèvements obligatoires» in *L'avenir de l'économie russe en question*, PUG, Coll. Débats, Grenoble, 1998.

⁶ KNIGHT, M., «Central Bank Reforms in the Baltics, Russia and the Other Countries of the Former Soviet Union», *Special Study*, n° 157, F.M.I., Washington, 1998. «Russian Federation. Toward Medium-Term Viability», Washington D.C. F.M.I., 1998. «Examen du programme économique de la Russie pour 1998», *F.M.I. Bulletin*, Volume 27, n° 4, 2 mars 1998, pp. 49-50.

⁷ F.M.I., «Examen du programme économique de la Russie pour 1998», *F.M.I. Bulletin*, Volume 27, n° 4, 2 mars 1998, pp. 49-50.

⁸ FISHER, S., «L'avenir de l'économie russe», in *L'avenir de l'économie russe en question*, PUG, Coll. Débats, Grenoble, 1998.

⁹ INTRILIGATOR, M., «L'Amérique dort pendant que la Russie chancelle. On ne peut ignorer les similarités avec les conditions de la République de Weimar avant l'avènement d'Hitler», in *L'avenir de l'économie russe en question*, PUG, Collection Débats, Grenoble, 1998.

¹⁰ GOLDMAN, M.I., «La Russie peut-elle développer une économie de marché normale ?» in *L'avenir de l'économie russe en question*, PUG, Collection Débats, Grenoble, 1998.

¹¹ MENSHIKOV, S., «Le Fonds Monétaire et la Russie. Il est temps que ça change !» in *L'avenir de l'économie russe en question*, PUG, Collection Débats, Grenoble, 1998.

¹² BRAGUINSKY, S., «Les facteurs structurels et la politique industrielle de l'économie russe», in *L'avenir de l'économie russe en question*, PUG, Collection Débats, Grenoble, 1998.

¹³ SAMSON, I. «Le succès de la conversion des industries d'armement, La Russie deviendra-t-elle une économie de marché ?» in *L'avenir de l'économie russe en question*, PUG, Collection Débats, Grenoble, 1998.

Bibliographie

Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1998). Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement. *Cahiers de l'Espace Europe*, Hal-02943081

Andreff, W. (1996), *Inertial Aspects of the transformation process*, Tacis_Prometee, Moscow, 16 March.

Barre, R., Fontanel, J. (1991), *Principes de politique économique*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble

Boyer, R., (1996), *Les différents aspects de la transition*, Tacis_Prometee, Moscow, 16 March.

Braguinsky, S. (1998), Les facteurs structurels et la politique industrielle de l'économie russe, in *Avenir de l'économie russe en question* (Fontanel, Gaidar eds.), Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.

Cars, H.C., Fontanel, J., (1985), Military Expenditure Comparisons, in "*Peace, Defence and Economic Analysis*", Mac Millan, London, 1987

Fisher, S. (1998), L'avenir de l'économie russe, in *Avenir de l'économie russe en question* (Fontanel, Gaidar, eds.), Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.

FMI (1998), Examen du programme économique de la Russie pour 1998, *FMI Bulletin*, 27(4). 2 March.

Fontanel, J., 1994. *La conversion économique du secteur militaire*. Economica, Paris.

Fontanel, J. (1994), *La conversion civile de l'armement*, Cahiers de l'Espace Europe n° 4, Grenoble, avril.

Fontanel, J., Borissova, I. and Ward, M., 1995. The principles of arms conversion in the case of Russia. *Defence and peace economics*, 6(3), pp.237-251.

Fontanel, J. (1995), *Organisations Economiques Internationales*, Masson, Paris.

Fontanel, J., Gaidar, E.T., 1998. *L'avenir de l'économie russe en question*. Presses universitaires de Grenoble.

Gaidar, Y. (1998), La politique libérale sans alternative pour la Russie, in *Avenir de l'économie russe en question* (Fontanel, Gaidar), Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.

Goldman, M.I. (1998), La Russie peut-elle développer une économie de marché normale ?, in *Avenir de l'économie russe en question* (Fontanel, Gaidar), Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.

Intrilligator, M. (1998), L'Amérique dort pendant que la Russie chancelle, in *Avenir de l'économie russe en question* (Fontanel, Gaidar), Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.

Kadri, K., Fontanel, J. (1997), Les relations entre la Russie, la France et les pays en voie de développement : le cas de la Russie. *Cahiers de l'Espace Europe*, 1996.

Malle, S. (1996), *Russia Five years Later : an economic assessment*, Tacis-Prometee, Moscow, 16 March.

Menshikov, S. (1998), Le Fonds Monétaire International et la Russie. Il faut que ça change, in *Avenir de l'économie russe en question* (Fontanel, Gaidar), Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.

Samson, I. (1998), Le succès de la conversion des industries d'armement, in *Avenir de l'économie russe en question* (Fontanel, Gaidar), Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.

Shkaratan, O. and Fontanel, J., 1998. Conversion and personnel in the Russian military-industrial-complex. *Defence and peace economics*, 9(4), pp.367-379.

Smith, R. P., Humm, A. and Fontanel, J. (1987) Capital-labour substitution in defence provision, in *Defence, Security and Development*, S. Deger and R. West Eds., Frances Pinter, London.